

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2021

Original : français

**Lettre datée du 15 décembre 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant
la République centrafricaine**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine, qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 ([S/1995/234](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
[2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine
(Signé) Abdou **Abarry**



Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine

[Original : anglais]

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Abdou Abarry (Niger) et la vice-présidence par le Viet Nam.

II. Historique

3. Par sa résolution [2127 \(2013\)](#), le Conseil de sécurité a imposé un embargo général et complet sur les armes à la République centrafricaine et créé un comité chargé, notamment, de suivre l'application des sanctions. Par la même résolution, il a créé un groupe d'experts placé sous l'autorité du Comité.
4. Par la suite, par sa résolution [2134 \(2014\)](#), le Conseil de sécurité a imposé des mesures supplémentaires, à savoir une interdiction de voyager et un gel des avoirs à des personnes et entités désignées par le Comité conformément aux critères définis aux paragraphes 36 et 37 de la résolution. Les deux résolutions prévoient des dérogations et énoncent les critères de désignation.
5. La portée de l'embargo a été adaptée à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité depuis janvier 2016, dans les résolutions [2262 \(2016\)](#), [2488 \(2019\)](#), [2507 \(2020\)](#), [2536 \(2020\)](#) et [2588 \(2021\)](#). Plus particulièrement, l'embargo sur les armes ne s'applique plus à la fourniture de matériel non létal ni aux activités de formation opérationnelle et non opérationnelle dispensée aux forces de sécurité centrafricaines, sur notification préalable au Comité ; aux livraisons d'armes de calibre égal ou inférieur à 14,5 mm et de munitions et composants spécialement conçus pour ces armes ; aux livraisons de véhicules militaires terrestres non armés et de véhicules militaires terrestres montés d'armes de calibre égal ou inférieur à 14,5 mm et leurs pièces détachées ; aux livraisons de lance-roquette de type RPG et de munitions spécialement conçues pour ces armes ; et aux livraisons de mortiers de 60 mm et de munitions spécialement conçues pour ces armes et à la fourniture d'une assistance connexe, destinées aux forces de sécurité centrafricaines, dont les services publics civils chargés du maintien de l'ordre, dont le Comité aura préalablement reçu notification ;
6. Le Groupe d'experts sur la République centrafricaine est composé de cinq personnes. Son mandat a été dernièrement reconduit par la résolution [2588 \(2021\)](#).
7. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions appliqué à la République centrafricaine dans les rapports annuels précédents du Comité.

III. Résumé des activités du Comité

8. Le Comité s'est réuni dans le cadre de consultations les 13 juillet et 31 août et a tenu une réunion d'information à l'intention des États Membres de la région le 23 juillet. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.
9. Compte tenu des difficultés que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) crée quant aux procédures de travail habituelles du Comité, notamment des limites imposées à la tenue de réunions en présentiel, et pour assurer la continuité des travaux, les membres du Comité sont convenus, à titre exceptionnel, de tenir des réunions virtuelles sous forme de visioconférences privées, les 21 janvier, 24 février, 28 mai et 4 juin.
10. Lors de la visioconférence privée du 21 janvier, le Coordonnateur du Groupe d'experts a présenté le rapport à mi-parcours sur les travaux du Groupe ([S/2021/87](#)), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#), et le Comité a examiné les conclusions et recommandations y figurant.
11. Lors de la visioconférence privée du 24 février, le Comité a invité les représentants permanents de l'Angola, du Cameroun, du Congo, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Soudan, du Soudan du Sud et du Tchad, ainsi que les membres du Groupe d'experts, à examiner le rapport à mi-parcours du Groupe ([S/2021/87](#)), présenté en application du paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#), et les difficultés rencontrées par les États Membres de la région dans la surveillance et l'application des mesures de sanction.
12. Lors de la visioconférence privée du 28 mai, le Comité a entendu un exposé sur le trafic d'armes en République centrafricaine et dans la région, présenté par l'expert en armements du Groupe d'experts, et un exposé sur les activités du Groupe de travail chargé de l'embargo sur les armes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), présenté par un représentant de la Mission.
13. Lors de la visioconférence privée du 4 juin, le Coordonnateur du Groupe d'experts a présenté le rapport final du Groupe ([S/2021/569](#)), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#), et le Comité a examiné les conclusions et recommandations y figurant.
14. Lors de la visioconférence privée du 13 juillet, le Comité a tenu une réunion conjointe avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#) concernant la République démocratique du Congo, lors de laquelle le Comité a entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.
15. À la séance d'information organisée à l'intention des États Membres de la région le 23 juillet, le Comité a invité les représentants permanents de l'Angola, du Cameroun, du Congo, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Soudan, du Soudan du Sud et du Tchad, ainsi que les membres du Groupe d'experts, à examiner le rapport final du Groupe ([S/2021/569](#)), présenté en application du paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#), et les difficultés rencontrées par les États Membres dans la surveillance et l'application des mesures de sanction.
16. Lors des consultations tenues le 31 août, la Coordonnatrice par intérim du Groupe d'experts a présenté un rapport d'étape au Comité, conformément au paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#).
17. À l'issue de la séance d'information et des consultations susmentionnées tenues le 13 juillet, et en application du paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président

du Conseil de sécurité ([S/2017/507](#)), le Comité a transmis par communiqués de presse de brefs résumés de ses travaux.

18. Du 11 au 15 octobre, le Président et les membres du Comité se sont rendus en République centrafricaine. Le 5 novembre, les membres du Comité ont reçu un rapport concernant cette visite.

19. Les 22 février et 5 avril, le Comité a adressé à tous les États Membres une note verbale portant sur la version mise à jour de la liste des personnes et entités visées par les mesures énoncées aux paragraphes 1, 9 et 16 de la résolution [2399 \(2018\)](#).

20. Les 11 février et 25 juin, le Comité a adressé à tous les États Membres des notes verbales concernant les recommandations contenues, respectivement, dans le rapport à mi-parcours ([S/2021/87](#)) et dans le rapport final ([S/2021/569](#)) du Groupe d'experts.

21. En 2021, deux États Membres ont adressé au Comité un rapport sur l'application de la résolution.

22. Le Comité a adressé à 17 États Membres et à d'autres acteurs intéressés 73 communications concernant l'application des sanctions.

IV. Dérogations

23. Les dérogations à l'embargo sur les armes sont énoncées aux alinéas a) à f) du paragraphe 54 de la résolution [2127 \(2013\)](#).

24. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées aux alinéas a) à c) du paragraphe 31 de la résolution [2134 \(2014\)](#), dont les dispositions sont renouvelées au paragraphe 4 de la résolution [2588 \(2021\)](#).

25. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées aux alinéas a) à c) du paragraphe 33 de la résolution [2134 \(2014\)](#), dont les dispositions sont renouvelées au paragraphe 4 de la résolution [2588 \(2021\)](#).

26. S'agissant de l'embargo sur les armes, le Comité a reçu trois notifications présentées en application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution [2536 \(2020\)](#), neuf notifications et une notification a posteriori présentées en application de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution [2536 \(2020\)](#), six notifications en application de l'alinéa d) du paragraphe 1 de la résolution [2536 \(2020\)](#), deux notifications en application de l'alinéa g) du paragraphe 1 de la résolution [2536 \(2020\)](#), trois notifications en application de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution [2588 \(2021\)](#), et trois notifications en application de l'alinéa d) du paragraphe 1 de la résolution [2588 \(2021\)](#). Le Comité a également approuvé une demande de dérogation à l'embargo sur les armes en application des dispositions des alinéas c) et h) du paragraphe 1 de la résolution [2399 \(2018\)](#), renouvelées au paragraphe 1 de la résolution [2536 \(2020\)](#).

V. Liste relative aux sanctions

27. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs sont définis aux paragraphes 15, 20 et 21 de la résolution [2399 \(2018\)](#). Les procédures relatives aux demandes d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.

28. Le 22 février, le Comité a modifié l'entrée de la Liste concernant Bi Sidi Souleman (alias Sidiki) (CFi.014). Le 5 avril, le Comité a retiré BADICA/KARDIAM (CFe.001) de sa liste relative aux sanctions. Le 21 décembre, le Comité a ajouté à sa

liste une entrée concernant Ali Darassa (CFi.015). À la fin de la période considérée, 14 personnes et 1 entité étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

VI. Groupe d'experts

29. Le 6 janvier, conformément au paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport à mi-parcours ([S/2021/87](#)), qui a été transmis au Conseil de sécurité le 27 janvier et publié comme document du Conseil.

30. Le 20 mai, comme il lui était demandé dans ledit paragraphe, le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final ([S/2021/569](#)), qui a été transmis au Conseil de sécurité le 25 juin et publié comme document du Conseil.

31. Le 22 juillet, toujours conformément au paragraphe 7 de la résolution [2536 \(2020\)](#), le Groupe d'experts a présenté un rapport d'étape au Comité.

32. Les 21 février, 30 mars et 14 juillet, en application des dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 32 de la résolution [2399 \(2018\)](#), renouvelées par la résolution [2588 \(2020\)](#), le Groupe d'experts a communiqué des renseignements confidentiels, dont des éléments de preuve, au sujet de personnes et d'entités qui, à son avis, répondait aux critères d'inscription définis aux paragraphes 20 et 21 de la résolution.

33. Le 6 août, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2588 \(2021\)](#) en date du 29 juillet, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix a nommé cinq membres du Groupe d'experts spécialistes des groupes armés, de l'armement, des finances et de ressources naturelles, des questions humanitaires et des questions régionales. La nomination de ces personnes est en attente de l'approbation du Comité. Le mandat du Groupe d'experts arrive à expiration le 31 août 2022.

34. Le Groupe d'experts a effectué des visites au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad, en France et au Soudan.

35. Dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 65 lettres à 21 États Membres, au Comité et à des entités internationales et nationales.

VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

36. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime des sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 3 au 6 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, une formation pilote thématique portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions. La Division, en collaboration avec le Département des opérations de paix et le Département de la sûreté et de la sécurité, a facilité la visite du Président et de membres du Comité en République centrafricaine du 11 au 15 octobre.

37. La Division a collaboré avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Bureau de l'informatique et des communications du

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour faciliter la tenue de réunions en présentiel, conformément aux orientations et restrictions pertinentes concernant la COVID-19, tout en continuant de proposer la tenue de réunions virtuelles.

38. Dans le souci d'aider le Comité à recruter des expert(e)s suffisamment qualifié(e)s pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a adressé une note verbale à tous les États Membres le 2 décembre pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur le fichier d'expert(e)s. Le 30 avril, elle a également adressé une note verbale à tous les États Membres pour les informer des prochains postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Le 30 avril, les avis de vacance de postes ont également été publiés à l'adresse careers.un.org.

39. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport à mi-parcours que le Groupe a présenté au Comité en janvier et du rapport final qu'il lui a présenté en mai. Le Secrétariat a facilité les visites des membres du groupe auprès d'États Membres et d'autres parties prenantes, en tenant compte des directives de l'Organisation mondiale de la Santé, des conseils aux voyageurs établis par les autorités nationales et d'autres exigences liées à la pandémie. Le Secrétariat a organisé, le 1^{er} décembre, un atelier sur les actes d'intimidation et de représailles liés à la coopération avec l'ONU. Il a en outre organisé à l'intention des experts des formations à l'utilisation des bases de données accessibles par l'intermédiaire de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, afin de faciliter leurs activités de surveillance et de communication des informations recueillies.

40. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 54 de sa résolution [2368 \(2017\)](#). En décembre, le Secrétariat a tenu des réunions informelles avec les parties prenantes concernées afin de présenter la structure du nouveau modèle de données concernant la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, avant son lancement officiel.

41. Le 15 juin, conformément au paragraphe 13 de la résolution [2536 \(2020\)](#), le Secrétaire général a soumis son rapport sur les progrès accomplis par les autorités de la République centrafricaine quant aux principaux objectifs de référence relatifs à l'embargo sur les armes ([S/2021/573](#)).